

Introduction

Olivier Ferrando



Édition électronique

URL : <http://asiecentrale.revues.org/3223>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2016
Pagination : 13-19
ISBN : 978-2-84743-161-2
ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Olivier Ferrando, « Introduction », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 30 novembre 2016, consulté le 05 janvier 2017. URL : <http://asiecentrale.revues.org/3223>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés

Introduction

Olivier FERRANDO

Si l'année 1989 symbolise, dans la mémoire collective, la fin de communisme en Europe, il faudra attendre 1991 pour que l'Union soviétique disparaisse et que les cinq républiques d'Asie centrale – le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan – entrent dans le concert des nations indépendantes. Pourtant, dès le début de l'année 1989, avant-même la chute du mur de Berlin, la région fut le siège de plusieurs signes avant-coureurs : le retrait de l'Armée rouge d'Afghanistan après dix années d'une guerre dans laquelle de nombreux Centrasiatiques avaient été enrôlés ; l'arrêt des essais nucléaires soviétiques dans le polygone de Semipalatinsk au Kazakhstan ; l'apparition des premières tensions interethniques dans la vallée du Ferghana ; l'adoption par chaque république d'une loi sur la langue, qui garantit désormais, et pour la première fois dans leur histoire, un statut officiel aux langues nationales. Autant de moments qui montrent combien l'année 1989 a marqué l'histoire récente de l'Asie centrale.

Ce nouveau numéro des *Cahiers d'Asie centrale* est donc consacré à l'étude des transformations sociales et politiques survenues en Asie centrale au cours de l'année 1989 afin de comprendre à quel point cette année constitue un moment fondateur des mobilisations politiques en Asie centrale et ce, malgré le maintien du régime soviétique jusqu'en décembre 1991. Ce numéro est le résultat de deux colloques organisés en 2014 par l'Institut français d'études sur l'Asie centrale, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la chute du mur de Berlin, l'un à Bichkek en

partenariat avec l'Université nationale kirghize et la fondation allemande Friedrich Ebert¹, l'autre à Paris en partenariat avec le Centre de recherches internationales (CERI-Sciences Po)². Couvrant un large spectre disciplinaire (histoire, anthropologie, sociologie, science politique), ce numéro est composé de dix articles écrits à parité égale par des auteurs centrasiatiques et occidentaux, apportant ainsi à la fois des analyses objectives et des témoignages de terrain de chercheurs ayant traversé – ou, pour certains d'entre eux, pris une part active dans – les événements étudiés ici.

Dans une première partie, nous tenterons de décrypter les nouvelles formes de culture et de discours politiques qui se sont développées en Asie centrale à la fin des années quatre-vingt à la faveur de la politique de reconstruction (*perestroïka*) et de transparence (*glasnost*) voulue par Mikhaïl Gorbatchev. Dans un premier article, le chercheur tchèque Slavomír Horák montre combien la nomination de Saparmurat Niyazov à la tête du Parti communiste de la république socialiste soviétique (RSS) turkmène en 1985 procède de cette volonté de réformer les pratiques politiques héritées de son prédécesseur Muhammetnazar Gapurov, au pouvoir depuis 1969. Pourtant, les différentes alternatives politiques proposées par des groupes d'opposition, notamment à partir de 1989, feront l'objet, au mieux, d'une marginalisation, au pire d'une répression, au point que l'auteur considère cette nouvelle culture politique du Turkménistan comme « la transformation du style soviétique vers une autre forme d'autoritarisme, dans ce cas sous la conduite d'une personne unique [Niyazov] » (p. 29). Au Kazakhstan, en revanche, la politique d'ouverture et de transparence trouve un écho favorable. Ainsi, comme l'expliquent les historiennes kazakhes Arajlym Musagalieva et Ulbolsyn Sandybaeva, le décret sur les « Mesures supplémentaires de restauration de la justice pour les victimes des répressions politiques des années trente, quarante, et début des années cinquante », publié à Moscou en 1989, permet aux journalistes et chercheurs de revisiter les « pages sombres » de l'histoire de la RSS kazakhe : les recherches consacrées au mouvement national Alaš et aux camps staliniens établis sur le territoire du Kazakhstan, et la transformation

¹ « 1989 : une année clé aussi en Asie centrale ? Retour sur les changements politiques et socioculturels de l'année 1989 », 19-20 septembre 2014, Université nationale kirghize Balasagyn, Bichkek, Kirghizstan (<https://ifeac.hypotheses.org/1520>).

² « Mobilisations sociales et enjeux géopolitiques en Asie centrale », 14-15 octobre 2014, Centre de recherches internationales, Sciences Po, Paris (<https://ifeac.hypotheses.org/1615>).

de ces camps en musées « encouragent le développement d'un discours critique sur le passé totalitaire » (p. 70). Ce nouveau discours politique sur les récits du passé et la constitution d'une mémoire historique constituent, d'après les auteures, « d'importantes ressources symboliques pour l'État à des fins de construction de la nation » (p. 52). Enfin, l'anthropologue britannique, Madeleine Reeves, analyse la mise en œuvre pratique de la *glasnost* à travers la couverture médiatique des « événements d'Isfara », un conflit qui opposa des villageois kirghiz et tadjiks le long de la frontière entre leurs deux républiques, au cours du printemps et de l'été 1989. En procédant à une analyse détaillée du contenu des journaux de l'époque à trois échelons distincts – la presse centrale de Moscou, la presse nationale publiée dans les deux capitales concernées, et la presse locale de part et d'autre de la frontière –, Reeves pointe le défi que pose la transformation d'un discours jusqu'ici autoritaire en une « rhétorique constructive », telle que la *glasnost* la préconise, alors même que les journalistes locaux doivent relater des événements extrêmement sensibles et faire la part entre preuves et rumeurs de conflits interethniques. L'auteure avance l'idée de « régionaliser notre compréhension de la perestroïka, c'est-à-dire de reconnaître que les réformes ont été mises en œuvre sur l'ensemble de l'espace soviétique avec des configurations et des rythmes distincts [selon les régions] » (p. 82). Le traitement médiatique différencié des événements d'Isfara permet d'illustrer « les tensions qui apparaissent [en 1989] entre ouverture et confinement, entre nouvelle orientation et maintien de l'ordre social » (p. 85).

La deuxième partie de ce numéro regroupe quatre articles qui explorent le processus de mobilisation politique à l'œuvre en Asie centrale en 1989, en réponse au mécontentement social, économique et culturel de la population. Markus Göransson analyse le rôle joué par les vétérans de la guerre en Afghanistan sur l'évolution politique de la RSS tadjike, notamment au cours de cette année 1989 qui symbolise la concomitance entre le retour des derniers mobilisés de l'intervention afghane et le paroxysme des débats sur le statut du tadjik, qui aboutiront à l'adoption de la loi sur la langue, faisant du tadjik la seule langue officielle de la république. L'auteur s'intéresse à la fonction de la guerre dans la formation politique des vétérans et présente leurs différents positionnements dans ce contexte sociopolitique changeant. Il estime que « la guerre a eu des influences à la fois subversives et

conservatives » (p. 116). Si les soldats qui combattaient pour l'idéal soviétique sont souvent rentrés du front avec un sentiment patriotique renforcé, les engagés civils – notamment les traducteurs et interprètes tadjiks – y ont pris conscience de la richesse de la culture persane, et ont pu contribuer au mouvement pour le renouveau culturel et linguistique qui animait la vie politique du Tadjikistan. C'est justement ce moment que l'historien Isaac Scarborough aborde dans son article sur le développement des organisations politiques Ru ba Ru et Rastokhez à Douchanbé. Se concentrant sur les douze mois qui séparent la première manifestation publique de l'histoire de la RSS tadjike, organisée en février 1989 pour réclamer l'adoption d'une loi sur la langue, et les émeutes urbaines de février 1990, il reconnaît aux deux organisations tadjikes « le génie politique d'avoir ouvert un espace dans lequel la frustration économique de la perestroïka pouvait se métamorphoser en un mouvement politique aux contours plus larges que la récession économique qui l'avait fait naître » (p. 163). Ainsi, sous les auspices de Ru ba Ru et de Rastokhez, le mécontentement économique était devenu le terreau d'une « plateforme de mobilisation et d'opposition politique à base culturelle, linguistique et nationaliste » (p. 165). Pour l'historien kirghiz Ajdarbek Kočkunov, l'échec de la politique économique soviétique s'illustre par la crise du logement qui éclate à Frounze (aujourd'hui Bichkek) en mai 1989. Héritée d'une inégalité historique d'accès à la terre et au logement entre les populations urbaines majoritairement slaves et les populations rurales kirghizes, cette crise prend la forme d'une campagne d'accaparement sauvage de terres dans les quartiers périphériques de Frounze. Qualifiée de « révolution sociale » par l'auteur, ce mouvement donne naissance à Ašar, « la première organisation citoyenne kirghize », qui débat de l'accès au logement mais également de « la renaissance nationale et culturelle du peuple kirghiz, de l'ouverture des archives sur les répressions politiques staliniennes, de la réhabilitation des victimes, de la mise en œuvre de réformes économiques, de la démocratisation de la vie publique, etc. » (p. 189), autant de sujets illustrant la vitalité de la mobilisation politique dans la RSS kirghize. Partant de ce constat, Olivier Ferrando met l'accent sur la dimension ethnique des actions collectives qui apparaissent en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizstan dès la fin des années quatre-vingt. En observant les structures et les discours des différentes mobilisations ethno-politiques, il montre comment les acteurs de la société civile des trois républiques – organisations ethniques et activistes –

interviennent comme « force de lobby pour mobiliser leur communauté (la minorité) et porter des revendications politiques auprès de leurs autorités de tutelle (la majorité) » (p. 205).

La troisième et dernière partie du numéro poursuit dans cette logique d'ethnisation de l'action collective, en revenant sur trois exemples tragiques d'escalade violente des mobilisations politiques. Les universitaires kazakhes Gulnara Dadabayeva et Dina Sharipova proposent une étude inédite du conflit qui, en juin 1989, endeuilla la ville pétrolière de Novy Uzen (aujourd'hui Žanaozen), à l'ouest du Kazakhstan, entraînant la mort de cinq à cent personnes selon les sources, et l'exil de 3 500 Caucasiens. Présenté par les autorités et les médias comme des heurts interethniques entre les Kazakhs et les minorités caucasiennes de la ville, ce conflit serait en réalité le résultat d'un « nationalisme économique ». En effet, le choix stratégique de Moscou d'investir dans l'industrie pétrolière, en invitant des cadres et techniciens de Russie et du Caucase, s'était fait au détriment de la population locale kazakhe, qui endurait « un taux élevé de chômage, une pénurie de logements, de produits alimentaires et d'avantages sociaux, dont les employés [caucasiens] du secteur pétrolier, eux, bénéficiaient » (p. 237). Les auteures considèrent donc que le conflit de Novy Uzen n'est pas l'expression essentialiste d'une haine ethnique, mais plutôt le résultat d'« espoirs économiques déçus, ayant entraîné un nationalisme rebelle, qui s'est ensuite transformé en nationalisme économique » (p. 229) au sein de la population kazakhe. Le politologue Tadjik Parviz Mullojanov tente, quant à lui, d'expliquer les émeutes de février 1990 à Douchanbé, qui marquent l'aboutissement tragique des douze mois de mobilisations pacifiques relatées dans l'article de Scarborough. Initiés par la propagation de rumeurs suggérant que plusieurs milliers de réfugiés arméniens avaient reçu des logements aux dépens des familles locales, les troubles ont rapidement pris un caractère anti-gouvernemental et politique, entraînant des émeutes et la mort de vingt-cinq personnes. S'appuyant sur les rapports d'enquête de l'époque, mais également sur de nouvelles sources, apparues ces dernières années, Mullojanov passe en revue les quatre versions officielles arguant à tour de rôle un complot de l'opposition libéral-démocrate, de l'opposition islamiste, des dirigeants de la RSS tadjike contre leur Premier Secrétaire, et enfin de l'appareil central du KGB à Moscou. C'est cette dernière hypothèse qui apparaît la plus plausible, selon l'auteur : « le

KGB aurait eu l'intention d'organiser un désordre public à base nationaliste [donc] répréhensible, et d'accuser l'organisation [d'opposition] Rastokhez pour la discréditer à la veille des élections parlementaires » (p. 262). Mais le KGB ne s'attendait pas à ce que la mobilisation prenne une forme ouvertement anti-gouvernementale et aboutisse à des émeutes meurtrières incontrôlables, qui allaient préfigurer les affrontements idéologiques de la guerre civile tadjike (1992-1997). C'est enfin par un retour sur le conflit le plus meurtrier de la perestroïka en Asie centrale que l'historienne Zajraš Galieva, conclut ce numéro. Bien que survenues en juin 1990, les violences entre Kirghiz et Ouzbeks dans la région d'Och peuvent être considérées comme le prolongement de mobilisations politiques initiées en 1989. En effet, Galieva rappelle que, outre la crise économique que traversait la RSS kirghize, et plus gravement encore la région rurale d'Och, et le manque de réponses apportées par les autorités locales et nationales, ce sont les activités des organisations citoyennes communautaires qui, en introduisant l'idée d'« exception nationale », ont contribué à l'exacerbation des tensions interethniques dès 1989 (p. 278). S'appuyant sur une enquête sociologique réalisée en 1996 pour comprendre les craintes et les attentes de la population face à la persistance des tensions interethniques, l'auteure estime que les autorités du Kirghizstan indépendant disposaient de tous les éléments pour entreprendre un vaste programme de paix durable qui passerait par un ensemble de mesures socioéconomiques en faveur du développement du sud du pays, où se concentre la minorité ouzbèke, mais également par la reconnaissance des besoins culturels et linguistiques des Ouzbeks, notamment en matière éducative (p. 295).

Au regard de ce dossier, il ne fait guère de doute que 1989 est bien une année cruciale dans le développement politique des républiques d'Asie centrale et l'expérience de mobilisations collectives, qui conduiront, deux ans plus tard, à leur indépendance. Mais l'année 1989 illustre également les symptômes – tragiques ou heureux – de sociétés stato-nationales en construction. Rien d'étonnant donc à ce que toutes les tendances observées en 1989, à quelques rares exceptions, se soient confirmées après les indépendances : l'affirmation de la suprématie des langues nationales et des nations titulaires au sein de chaque État ; le maintien de pratiques de pouvoir autoritaires et liées à un seul homme, à l'exemple du Turkménistan de Niyazov ; le rôle central des services de renseignement dans le confine-

ment des mouvements d'opposition, comme l'ont illustré les événements de février 1990 à Douchanbé ; la difficulté des médias à relater des événements pouvant menacer le pouvoir en place et l'ordre établi, à l'exemple de la couverture médiatique des événements d'Isfara en juillet 1989, etc. Mais le plus grave, sans doute, est que les dirigeants des nouveaux États indépendants ne semblent pas avoir retenu les enseignements des moments les plus tragiques de la perestroïka finissante : en juin 2010, presque vingt ans jour pour jour après le conflit de 1990, le sud du Kirghizstan connaissait un nouvel embrasement interethnique ; en décembre 2011, c'est le gouvernement kazakhstanais qui réprimait dans le sang une manifestation des employés du secteur pétrolier à Žanaozen, la même Novy Uzen qu'en 1989 et sans doute, les mêmes employés ou leurs descendants directs. Enfin, que dire des tensions sporadiques mais incessantes entre les villageois kirghiz et tadjiks de la vallée d'Isfara, le long d'une frontière devenue internationale, mais toujours en attente de démarcation ? Incontestablement, des efforts restent à faire pour surmonter l'héritage de 1989 en Asie centrale.